

ANNE BEAUMOND ET BENOIT DAVIRON (\*)

## LE CAFÉ DU VERACRUZ (MEXIQUE)

### Du marché international aux acteurs régionaux

Un programme de recherche régionalisé, lancé en 1984, dans le cadre de la coopération franco-mexicaine, avec du côté français le CIRAD, l'INRA, l'ORSTOM et l'IAMM (antenne à Montpellier du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes : CIHEAM) et, du côté mexicain, l'Instituto Nacional de Investigaciones sobre los Recursos Bioticos (INIREB) a porté sur l'aire caféière de Xalapa-Coatepec, prise comme observatoire, au centre de l'Etat de Veracruz.

A l'origine, le diagnostic des partenaires mexicains portait sur une crise de la production et de la commercialisation du café liée, à la fois, à la baisse tendancielle des prix sur le marché international et aux facteurs d'instabilité écologique dans la Sierra Madre Oriental où le café est cultivé : escarpement montagneux bordant l'Etat du Veracruz et délimitant le plateau central mexicain.

La question générale du programme de recherche se formulait ainsi : dans un environnement instable, quelles sont les alternatives pour les producteurs paysans ? Allaient-ils être marginalisés ou au contraire avaient-ils des possibilités de

---

(\*) avec la collaboration de François Lerin, Laurence Tubiana et Garcia Velasquez. Texte soumis sous le titre « Marché international, politique agricole et acteurs régionaux au Mexique », Paris, MRT, 16-18 novembre 1987, résumé en juin 1989 par Marchal (J.Y.).

diversification leur permettant de faire face aux conditions supposées défavorables du marché international ?

La recherche devait déboucher sur des recommandations ou des actions visant à renforcer la capacité de résistance des producteurs à la crise : en terme de production, cela signifiait améliorer la culture du café et surtout aider à la diversification ; en terme de politique économique et de planification régionale, cela impliquait d'identifier les politiques économiques susceptibles de pallier les effets négatifs de cette crise en donnant un environnement favorable aux stratégies de « résistance ».

## **La problématique d'un programme d'économie**

En ce qui concerne le champ économique, l'objectif était d'apporter des analyses et des informations sur l'environnement économique et les stratégies des acteurs permettant d'identifier les enjeux de développement les plus importants et les acteurs porteurs de changement économique. Découvrir ces stratégies et construire ces analyses supposaient donc une grille de lecture et de découpage, la construction d'une problématique fondée sur la question : comment la question sociale de la crise interne et internationale du café devait-elle être formulée en terme de recherche ?

La crise caféière qui s'imposait comme une évidence pour le partenaire mexicain faisait effectivement partie du débat économique et social de la petite région de Xalapa-Coatepec, mais s'est rapidement posée en des termes bien différents de ceux énoncés à l'ouverture du programme. Les premières observations allaient, en effet, provoquer la reconstruction de la question de départ et l'élaboration d'une nouvelle problématique.

La crise économique apparaissait davantage comme un conflit de répartition plutôt que comme une crise de reproduction et de survie de l'économie paysanne du café. Assez rapidement les différents partenaires de la recherche sont tombés d'accord pour dire que la caféiculture mexicaine et la caféicul-

ture de la région d'étude n'étaient pas entrées dans une crise ouverte sous le seul effet de la crise du marché international du café. Au contraire, durant notre période d'enquête (1984-1986), le marché international a connu l'une des trois hausses historiques de l'après-guerre. Si l'hypothèse d'une crise longue ne peut être écartée de l'analyse du marché, nous n'avons pas observé les effets d'une baisse sensible des prix internationaux : la période 1980-1986 a été marquée par des prix réels stables sur le marché international, même si les prix réels au producteur ont eu tendance à baisser jusqu'en 1985 et n'ont été réévalués qu'après une forte hausse en 1986.

Le café a donc continué à jouer son rôle de culture de rente et les effets de la baisse des prix ne se sont pas fait sentir sur la production, les coûts de production restant en-deçà des prix payés aux producteurs. La production nationale et régionale de café n'a cessé de croître et le mouvement de plantation s'est poursuivi.

Si le niveau des prix internationaux n'est pas un facteur de découragement de la production, la récupération du prix international est par contre un enjeu pour les acteurs. Depuis 1960, les producteurs de la région de Veracruz luttent pour que les prix perçus se rapprochent du prix mondial et pour obtenir un accès direct à l'exportation en essayant de contrôler certaines phases de la transformation. En effet, si les prix au producteur ont baissé jusqu'en 1985, les marges des exportateurs, elles, ont suivi une tendance exactement inverse. Dès lors, ce qui paraissait central dans la problématique du café de la région de Xalapa-Coatepec, plus que la disparition ou la marginalisation économique de certains producteurs, était le conflit autour de la répartition des bénéfices de l'exportation du café. Notre recherche devait, en conséquence, s'interroger sur les rapports entre les acteurs locaux (exportateurs et transformateurs, producteurs) et l'Etat pour comprendre la dynamique de leurs conflits et de leur compromis.

Mais, du niveau international au niveau régional, il était nécessaire de construire une grille explicative propre à chaque palier de notre objet. Nous avons choisi de construire trois récits, trois histoires : celle du marché international du café, celle de la politique caféière de l'Etat mexicain et celle d'un

groupe d'exportateurs jugé significatif parce qu'il a constitué le noyau dur du développement de la caféiculture régionale au Veracruz et qu'il a contrôlé à un moment donné l'organisation de la branche au niveau national. Trois histoires déroulées simultanément, depuis 1870, jusqu'à la période actuelle, dont nous avons cherché les correspondances et les résonances réciproques. Evidemment, les réseaux de causalité qui se nouent dans l'espace international, national et régional mettent en jeu des forces et des mécanismes différents ; de même, les temps qui rythment chacun de ces étages de la réalité ne s'accordent pas parfaitement. Mais, même si le Mexique n'occupe qu'une position secondaire sur le marché mondial, les inter-relations existent bien. Et ce n'est pas un hasard si le premier accord signé entre les pays producteurs de café a eu lieu à Mexico, en 1957, et que, de plus, le Mexique a joué un rôle actif dans les tentatives de cartellisation des années 1970.

Dans cette histoire mexicaine du café, quatre moments, quatre « noeuds » de période (1949, 1958, 1972-78, 1982-1985) font apparaître des synergies et des correspondances de façon particulièrement claires. C'est sur ces « noeuds » précis que nous nous pencherons.

## **L'énoncé de quelques résultats pouvant servir de cadre**

Après 1850, dans le premier mouvement de « continentalisation » de la production caféière en Amérique Latine, un certain nombre de régions mexicaines expérimentent la culture du café et commencent à en exporter de faibles quantités. Jusqu'en 1910, l'expansion caféière se fait par paliers, et l'on ne peut que constater l'étroite corrélation entre le développement de la caféiculture nationale et les fluctuations des prix sur le marché international. Et l'effet de la conjoncture internationale est particulièrement net lors de l'exceptionnelle hausse des prix culminant en 1891. Les exportations mexicaines sont alors multipliées par 3. Cette expansion est brisée, comme partout ailleurs, sauf au Brésil, par le « boom » de la caféiculture de la

région de Sao Paulo qui provoque un effondrement des prix profond et durable (1895-1906).

C'est à cette occasion que la caféiculture mexicaine se structure dans deux Etats encore aujourd'hui dominants (le Chiapas et le Veracruz), tandis que s'effacent d'autres foyers initiaux (Colima et Michoacan). L'évolution des cours internationaux s'inverse en 1906 du fait de la politique brésilienne de limitation des exportations. Cette politique menée jusqu'en 1940, renforcée lors de la crise mondiale de 1929, stimule les caféicultures concurrentes du Brésil. La Colombie en est le meilleur exemple : à l'abri de la protection brésilienne, elle devient le deuxième producteur mondial. Au Mexique cependant, la Révolution (1910-1920) bloque le développement de la production et il faut attendre 1924 pour que la caféiculture profite de cette conjoncture favorable au niveau international.

Cette description de la relation « marché international-caféiculture mexicaine » ne rend pas compte des différences tant structurelles que d'évolution entre les deux régions caféières dominantes du pays. En réalité, jusqu'en 1940, la caféiculture mexicaine n'a pas d'existence au niveau national. Deux caféicultures cohabitent, sans aucune interrelation :

– dans l'état du Veracruz, le café se développe dans des bassins colonisés très tôt par la couronne espagnole, de par leur proximité d'un des principaux axes de commerce du pays. Au XIX<sup>e</sup> siècle, cette région est déjà fortement peuplée. La caféiculture s'implante aux marges des haciendas sucrières traditionnelles sous l'impulsion de commerçants du tabac. Les exportations principalement dirigées vers les Etats-Unis sont le fait de maisons étrangères américaines et européennes.

– à l'extrême sud du pays, dans l'état du Chiapas, des colons allemands venus du Guatemala constituent de grandes plantations caféières (les « fincas ») dans une dynamique de front pionnier. Ces colons commercialisent directement leur récolte auprès d'importateurs allemands qui assurent aussi le financement de ces plantations. Les fincas utilisent de la main-d'oeuvre indigène sous une forme semi-servile.

Si le Chiapas, isolé du reste du pays, ne connaît que peu de changements jusqu'en 1940, le Veracruz est en revanche le siège de profonds bouleversements. Dans le principal bassin caféier de cette région, un groupe d'immigrés arrivés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle fait rapidement fortune dans le commerce caféier. En 1940, il en a le monopole sur la région. Ces entrepreneurs constituent leur emprise commerciale à la fois au profit de crises qui déstabilisent les acteurs dominants (propriétaires d'haciendas au cours de la Révolution, maisons étrangères lors de la crise de 1929) et sur la base de stratégies familiales (alliances économiques et politiques, fonctionnement en réseau familial).

Outre son rôle de collecte et d'exportation du café, ce groupe, connu sous le nom de « groupe de Xalapa », assure le financement de la production (crédit usurier), une grande partie de la transformation du produit et les cinq familles qui le composent deviennent des producteurs importants. Soulignons le rôle déterminant qu'ont joué, aussi bien au Veracruz qu'au Chiapas, des entrepreneurs immigrés dans l'expansion et dans l'organisation de la branche caféière mexicaine.

## L'apogée du groupe de Xalapa

Dès 1920, les Etats-Unis abandonnent leur politique de gel des prix à l'importation et la demande européenne reprend. Les cours internationaux sont à la hausse. La crise de 1930 impulse un premier cloisonnement du marché dû à la préférence coloniale. La seconde guerre mondiale, qui rompt les relations entre l'Europe et l'Amérique Latine, favorise à son tour une plus grande intégration continentale en Amérique et ce fractionnement du marché mondial a des conséquences sur la structure interne de la branche au Mexique. Le marché européen fermé, la caféiculture mexicaine est confrontée au seul débouché restant, les Etats-Unis.

Les fincas du Chiapas, qui avaient perdu le marché allemand, sont nationalisées lors de l'entrée en guerre du Mexique. Les exportateurs de Xalapa sont donc les seuls sur le marché. Ils détiennent pratiquement le monopole de la commercialisation du café au Mexique et leur dynamisme va bénéficier

d'un changement de la politique économique du pays qui s'oriente, après la deuxième guerre, vers une marche forcée à l'exportation en rupture au niveau monétaire par une sous-évaluation importante du peso. Deux dévaluations se succèdent (1948 et 1954), en plein boom du marché du café.

L'importance des produits d'agroexportation dans la balance commerciale et dans la réussite de la politique de substitution aux importations font du groupe de Xalapa un interlocuteur important du gouvernement. Ce groupe consolide cette position par sa stratégie d'alliances familiales : en 1940, le leader du groupe épouse la nièce du Président de la république Avila Camacho (1940-46). Ainsi faisant, le groupe, dominant à l'échelle d'une région depuis les années 1930, étend son aire d'influence à l'ensemble de la caféiculture nationale. Il profite de la hausse des prix internationaux dans un contexte de marché ouvert où il y a une place pour l'augmentation des exportations. Profitant de l'opportunité offerte par le marché, il est capable d'organiser la branche au niveau national. L'UNAC (Union Nacional de Cafeicultores) est leur première réalisation. C'est une organisation interprofessionnelle fédérant les producteurs et les exportateurs à l'image de la « *Federacion de Cafeteros de Columbia* ».

Mais, si la fédération colombienne va assurer elle-même et sur une base professionnelle l'assistance technique aux producteurs, les exportateurs de Xalapa vont se tourner vers l'Etat mexicain selon le schéma traditionnel de relations entre l'appareil d'Etat et les entrepreneurs qui s'est construit dans les années 1930. Ainsi, les exportateurs vont pousser l'administration à créer en 1949 la Commission Nationale du Café pour assurer la tâche de modernisation de la caféiculture. Enfin, en 1952, ils créent l'EXCAXA (Exportadores de Café de Xalapa, SA), société des exportateurs de Xalapa pour promouvoir leur exportation vers le marché américain. L'EXCAXA est, en fait, le lieu de débat et de décision de la politique de commercialisation du groupe (prix payés aux producteurs, stratégies d'approvisionnement). Elle représente l'institutionnalisation des pratiques de cartel. Cette organisation montre les limites du projet hégémonique du groupe de Xalapa vis-à-vis de la caféiculture

mexicaine, car ses pratiques de cartel vont à contresens d'une politique de modernisation de la caféiculture : elle va en permanence faire pression sur la capacité d'accumulation des producteurs.

Par ailleurs, la Commission Nationale du café, financée par un faible impôt à l'exportation (0,045 peso par kg de café exporté), se limitera à des programmes de diffusion des variétés améliorées qui, en dix ans, toucheront à peine 8% des surfaces plantées.

## **L'accord international du café et l'accès à l'exportation**

La forte expansion de l'offre répondant à la hausse des prix de l'après-guerre entraîne une surproduction. Les pays producteurs cherchent à éviter la baisse des prix : c'est le fondement de l'Accord de Mexico signé en 1957. Cette fois, les négociations internationales débouchent sur un consensus entre les pays producteurs sur la nécessité de partager le marché et de contrôler les quantités exportées. Le principe de l'accord établit des mécanismes de rétention. Chaque pays s'engage à stocker un volume proportionnel aux quantités exportées.

Ce changement dans l'organisation du marché rencontre un très large consensus entre les pays producteurs. Tous préfèrent protéger leur caféiculture plutôt que de jouer le jeu de la concurrence et d'accepter une restructuration du secteur qui a déjà eu lieu dans le cas d'autres produits agricoles. L'accord international fonctionne comme une mesure conservatoire qui permet aux divers systèmes productifs, participant à l'échange, de maintenir, sauf exception, leur caractère extensif. Quelques années plus tard, les pays africains dont les caféicultures sont nées à l'abri de la protection coloniale se joindront volontiers à un tel système qui constitue une alternative face à la rupture de leurs relations de préférences.

Le Mexique, représenté par le groupe de Xalapa, joue un rôle actif dans la négociation. L'application de l'accord va ouvrir un vif débat à l'intérieur du pays entre les agents du secteur du café. Dans le contexte de surproduction et de la limitation des

exportations, les plus gros producteurs n'acceptent plus la domination du groupe de Xalapa. La gestion des mécanismes définis par l'accord leur donne l'occasion de remettre en cause le contrôle de l'exportation qu'exerce le groupe. Ils revendiquent la propriété des stocks de café retenus pour financer la création d'un nouvel organisme qui réponde à leurs besoins : crédits et accès à l'exportation.

Le conflit débouche sur l'expulsion des exportateurs de Xalapa de l'Union Nationale Agricole des « *Cafeteros* » (UNAC) par les producteurs du Veracruz, auxquels s'allient ceux du Chiapas. Parallèlement, les producteurs se tournent vers l'Etat pour constituer l'INMECAFE (l'Institut Mexicain du Café), institut public où les producteurs et exportateurs sont représentés dans les instances de décision.

Alors que la Commission, créée dans une conjoncture de pénurie sur le marché international, avait pour tâche de développer la production, l'INMECAFE doit, lui, gérer, au niveau national, les conséquences de la surproduction du marché mondial. Cette gestion de la surproduction s'effectue à trois niveaux :

- au niveau de la production par des actions de diversification des zones marginales, selon les indications de l'Accord. Ce volet reste sans effet important ;

- à celui de la commercialisation par la collecte et l'exportation d'une partie de la récolte, mais surtout par la répartition du quota fixé par l'Accord entre les différents candidats à l'exportation. Ce deuxième volet a essentiellement pour conséquence de rompre l'oligopole des exportateurs ;

- enfin, au niveau de la consommation par la promotion du café sur le marché intérieur. De fait, c'est le développement de la consommation intérieure qui permet pour l'essentiel « d'éponger » la surproduction. Elle passe de 300 000 sacs en 1955 à 1 500 000 en 1970, grâce à la croissance remarquable que connaît alors l'économie mexicaine.

Globalement, la gestion de la surproduction, dans le cadre des accords internationaux, a favorisé la remise en question de l'organisation interne de la branche café. Le groupe de Xalapa,

expulsé de l'UNAC, voit son influence se réduire y compris au sein de son fief régional. A la fin des années 1960, les exportations du groupe diminuent de 80 % par rapport aux années 1950. Le groupe éclate et l'EXCAXA se vide de sa substance. L'accès à l'exportation est ouvert à d'autres agents économiques et le prix aux producteurs est relevé. Un nouveau partage des profits est mis en place. C'est l'Etat qui assure ce nouveau partage en l'institutionnalisant et qui garantit une relative libéralisation de l'exportation par la gestion des licences. Ainsi au cours de cette période, le fractionnement du marché mondial a disparu au profit d'une gestion multilatérale du marché. Cette gestion concertée du marché mondial donne une place spécifique aux appareils d'Etat.

Dans le cas du Mexique, l'existence d'un conflit entre les acteurs de la branche et l'incapacité du groupe de Xalapa à trouver une gestion consensuelle obligent l'Etat à assurer un rôle plus important et à arbitrer les différents intérêts.

### **La crise de l'accord international (1972-1977)**

Sous l'effet de la dévaluation du dollar et de la baisse des revenus d'exportation qu'elle entraîne pour les producteurs de matières premières, la gestion concertée du marché du café est en crise. Le marché est tendu, les stocks accumulés ont diminué, les pays producteurs entrent en conflit avec les pays consommateurs. Le clivage recouvre la coupure Nord-Sud : les producteurs vont, à l'instar des exportateurs de pétrole réunis dans l'OPEP, tenter une cartellisation du marché caféier.

La négociation permanente qui s'engage dans ce but entre pays producteurs ne fait que renforcer le rôle des appareils d'Etat dans une période où l'intervention publique est fortement légitimée par l'idéologie régnante. L'abandon de l'Accord, l'instabilité accrue du marché conduisent les appareils d'Etat à s'efforcer de protéger davantage les producteurs des à-coups du marché mondial. Pour les fonctionnaires mexicains, l'accroissement de l'intervention de l'Etat est, dans ce contexte, doublement justifié. Il représente la meilleure chance de réussir la cartellisation du marché et d'assurer un revenu suffisant aux

producteurs ce que les entrepreneurs privés sont incapables de mener à bien. Les divergences entre les groupes dominants du secteur et l'administration en place sont manifestes. L'administration mexicaine estime que l'agriculture paysanne, dans la production caféière comme dans d'autres productions, est lourdement pénalisée par les prélèvements des groupes qui dominent la commercialisation et la transformation. L'Etat doit donc supprimer l'obstacle au développement que ces groupes représentent, en assumant leur fonction. Il passe ainsi d'un rôle d'arbitre à un rôle d'entrepreneur en prenant appui sur les luttes sociales qui traversent alors l'ensemble du secteur agricole.

Dans le secteur caféier, ce changement de politique se traduit par le gonflement de l'activité de l'INMECAFE. En l'espace de trois années (1972-1975), il accroît brutalement sa participation dans la commercialisation (sa collecte passe de 6% à 39% de la production). Pour cela, il encadre les producteurs au sein des UEPC (Unions Economiques de Production et de Commercialisation) au travers desquelles il collecte leur production mais aussi distribue du crédit et des intrants. Dans la région de Xalapa, siège de l'INMECAFE, la politique d'éviction des exportateurs traditionnels est encore plus marquée. Deux des cinq familles du groupe de Xalapa se retirent définitivement du secteur caféier. Les producteurs sont organisés dans les UEPC sur une base individuelle, mais choisissent entre le circuit privé ou le circuit public en fonction des prix offerts, car les crédits fournis par l'INMECAFE ne suffisent pas à les fidéliser.

Le « boom » des cours internationaux de 1976/77 déstabilise totalement ce mouvement. Au moment de la hausse (août 1975-mars 1977), l'INMECAFE perd du terrain au niveau de la collecte car il n'arrive pas à faire face à la concurrence des opérateurs privés. Au moment de la baisse, l'Institut, engagé dans des opérations de rétention des exportations pour soutenir les cours internationaux, plonge dans la crise financière. L'idée d'un monopole d'Etat est alors abandonnée. Néanmoins, l'Institut maintient et même accentue sa présence dans la commercialisation. Mais cela se fait désormais dans une dynamique nettement moins conflictuelle, tandis que s'établit une sorte de *statu quo*

avec les exportateurs privés (dans le cadre d'un partage de la récolte proche de moitié/moitié). Il y a toutefois des changements parmi les exportateurs privés, certains disparaissent, remplacés par de nouveaux entrepreneurs.

L'appui technique accompagne rarement les actions de crédit et de collecte. Certaines pratiques se modifient, les agriculteurs utilisent plus d'intrants, mais aucun mouvement de modernisation d'ampleur ne se dessine et les producteurs n'adopteront pas les modèles de production plus intensifs qui existent déjà à grande échelle au Costa Rica ou en Colombie. Au total, l'intervention accrue de l'Etat aura affaibli les exportateurs, fait régresser les pratiques d'usure et relevé les prix payés au producteur. Pourtant, cela ne suffit pas à jeter les bases d'une nouvelle et durable organisation du secteur. Comme l'avenir le montrera, l'Etat a ouvert un espace que de nouveaux acteurs pourront investir.

## **La redéfinition des concurrences**

Fin 1980, l'Accord international a été remis en vigueur, mais cet accord est fragile comme l'illustrent : le développement des exportations hors des quotas fixés par l'accord et la baisse des prix jusqu'en 1985 ; la brutale et éphémère flambée des cours de 1986 ; la laborieuse négociation pour revenir au système de quotas en octobre 1987.

Cette fragilité est liée aux profondes transformations qui sont à l'oeuvre du côté de l'offre. Le partage du marché tel qu'il est institué par l'accord ne correspond plus aux capacités de production et d'exportation. En effet, le Brésil et les pays africains disposent de parts de marché qui semblent excessives. De leur côté, la Colombie, l'Indonésie ou le Mexique ont accru notablement leur production et sont condamnés à la surproduction par les règles de répartition actuelles.

Parallèlement à cette modification de la structure de l'offre, de nouveaux modèles de production émergent. La Colombie a réussi une intensification massive de sa caféiculture. Même au Brésil le modèle extensif rencontre des limites, notamment foncières, ce que semble indiquer l'absence de réponse à la

hausse des prix contrairement à toutes les hausses antérieures. Aussi des questions surgissent sur l'organisation future du marché mondial. Les mutations en cours du côté de l'offre ne conduiront-elles pas à une rupture du consensus sur la nécessité de protéger les caféicultures via un accord international ? Dans le nouveau contexte, quelle pourra être la place du Mexique dont la caféiculture fonctionne toujours selon un modèle largement extensif ?

Dans les années 1980, l'environnement économique national de la caféiculture mexicaine a été transformé par une crise économique majeure qui n'est toujours pas surmontée aujourd'hui. En 1982, éclate une grave crise financière qui met fin à la période d'abondance des ressources extérieures ouverte en 1976 avec la découverte d'importants gisements pétroliers. La crise financière débouche sur la mise en place d'une politique d'austérité, négociée avec le Fonds Monétaire International qui touche d'abord les dépenses publiques. La restructuration de l'appareil d'Etat est à l'ordre du jour depuis 1982 : premières visées, les sociétés d'Etat qui sont des opérateurs économiques. La structure des prix et des revenus de la période pétrolière avait conduit ces entreprises à accumuler des déficits à la mesure de la croissance de leurs activités. L'INMECAFE n'échappe pas à la règle et ses activités, notamment le contrôle du commerce extérieur, sont vivement critiquées. L'intervention de l'Etat qui a atteint son apogée dans les années 1970 est très affaiblie par la crise. Les coûts financiers des opérations se sont considérablement alourdis avec la hausse des taux d'intérêts. Les délais de paiement que l'INMECAFE impose aux producteurs découragent les livraisons lors de certaines campagnes à cause de l'inflation qui oscille entre 70 et 100% de 1982 à 1985. Le bilan est négatif pour les producteurs, puisque c'est au Mexique que les prix au producteur, entre 1980 et 1985, ont le plus baissé comparativement à d'autres pays, alors que le prix international était stable. Pourtant, la sous-évaluation de la monnaie, élément de la politique de redressement des comptes extérieurs, a largement favorisé le secteur exportateur. Ce sont les négociants qui en ont accaparé le bénéfice. Ainsi, le mouvement de libéralisation économique générale trouve un

écho dans le secteur industriel et commercial du café comme chez les producteurs.

Pour les négociants et les transformateurs, ce mouvement et la contestation très spécifique de l'INMECAFE, structure réputée de plus en plus inefficace, ouvre un espace. Ils espèrent regagner une partie du terrain perdu en devenant des intermédiaires nécessaires aux producteurs.

Ceux-ci se déterminent d'ailleurs pour le circuit privé ou le circuit public, à chaque campagne, selon les prix offerts et les délais de paiement. Ainsi, lorsqu'en 1986, les prix ont fortement augmenté, les négociants et industriels ont réagi plus vite que l'INMECAFE qui a tardé à relever ses prix, et ont accru leur part dans la collecte.

Du côté des producteurs, les critiques de l'INMECAFE ne sont pas moins vives. Après une période défavorable pour l'évolution de leurs revenus, pendant laquelle l'Institut ne les a pas défendus dans le partage des profits de l'exportation, le « boom » a déstabilisé davantage l'INMECAFE et, comme en 1976-77, a été l'occasion de pressions pour faire sauter ce verrou public d'accès à l'exportation. La réaction des producteurs est aujourd'hui orientée vers une organisation autonome pour transformer le produit et l'exporter. Ces organisations de producteurs sont la forme juridique qui donne accès aux permis d'exportation. Elles ont pris des formes très diverses, parfois liées à l'appareil syndical, parfois en association avec des négociants. Ainsi dans la région de Xalapa, on trouve des associations comme celle de Cosautlan où les grands producteurs et négociants se sont associés aux petits producteurs pour obtenir le statut juridique nécessaire, mais ne leur laissent aucun rôle. On trouve aussi dans la région proche de Misantla, une « ARIC » (Association Rural de Interes Colectivo) qui intègre des mouvements syndicaux de la Conderaction Nacional Campesina (CNC) et des mouvements indépendants de producteurs. Elle est aujourd'hui un important exportateur au niveau national. Ces associations voient croître leur participation aux exportations mexicaines : entre 1978 et 1983, leurs exportations sont passées de 6 à 13 % du total national.

Le foisonnement des organisations ne signifie pas qu'elles jouent un rôle décisif dans l'exportation, ni surtout qu'elles soient véritablement indépendantes du secteur privé, au niveau de la capacité de transformation et des circuits d'exportation. Il signifie plutôt l'épuisement d'une forme d'organisation étatique qui avait permis un réaménagement du marché.

## **Des enjeux pour les acteurs du développement**

Plusieurs conclusions peuvent être tirées de cette recherche du point de vue des acteurs et du développement économique. Nous avons retenu les principales. Aujourd'hui, les interrogations du gouvernement mexicain et des producteurs se rejoignent à partir de présupposés différents :

– Quelles vont être les évolutions du marché mondial ? Y aura-t-il encore une place pour la caféiculture mexicaine ?

– La libéralisation du secteur du café est-elle un point de passage nécessaire pour adapter la caféiculture aux nouvelles contraintes du marché national et international ?

– Les organisations de producteurs sont-elles prêtes à prendre le relais de l'Etat pour assurer une redistribution minimale des revenus tirés de l'exportation ou, au contraire, va-t-on voir réapparaître en force une couche d'exportateurs capables de dominer la branche ?

A ces questions, plusieurs réponses peuvent-être apportées.

Depuis un siècle, les caféicultures ont vécu sous le régime de la protection, d'abord lié au monopole puis à l'accord international. Le marché mondial du café connaît aujourd'hui une réorganisation et une redéfinition des normes de concurrence, longtemps alignées sur des modèles de production extensifs. Cette redéfinition peut entraîner une remise en cause de cette protection.

Si cela se confirme, la caféiculture mexicaine, telle qu'elle est, n'est pas forcément compétitive si on la compare à ses concurrents colombiens ou costaricains qui ont largement intensifié leur production. En effet, les petits producteurs mexicains

ont toujours cherché à étendre les surfaces plantées plutôt qu'à augmenter la productivité physique des facteurs, malgré les propositions techniques de l'INMECAFE. Cette stratégie semble aujourd'hui rencontrer des limites au niveau du foncier. Cependant, de telles limites ne sont pas atteintes au niveau de la main d'oeuvre qui reste bon marché. C'est ce qui explique sans doute, selon les lieux, l'adoption de modèles de production plus intensifs, mais qui conduisent à une diminution de la productivité du travail. Ces formes de production ne touchent qu'un nombre restreint de petits producteurs car, dans l'état actuel de la distribution des revenus, ils manquent encore de financement pour que l'intensification soit une solution rentable.

S'aligner sur des nouvelles normes de concurrence signifie une restructuration interne du secteur productif et/ou une redistribution du revenu qui permette de relancer une accumulation du capital. Les décideurs économiques sont placés devant une alternative : une redistribution des revenus favorable aux petits producteurs ou une restructuration de la branche privilégiant une concentration de la production et de l'accès à l'exportation dans les mains des producteurs les plus grands et les plus intensifs.

Le soutien des formes d'organisation permettant l'accès direct à l'exportation, et donc une meilleure récupération du prix international, est, à terme, un moyen décisif d'intensifier la production si cet objectif devait être maintenu. L'analyse historique donne des éléments d'appréciation de la viabilité de ces formes d'organisation. L'autonomie des associations de producteurs est le seul garant d'une redistribution réelle des revenus. Elle est aussi un facteur très favorable à la dynamique de changement social. La volonté d'autonomie d'organisation des producteurs s'est clairement manifestée lors de moments de crise (1958, 1982). Elle s'est heurtée aux capacités de récupération de l'Etat et du secteur privé.

L'intensification, quoi qu'il en soit, ne peut pas être généralisée sans accentuer le problème de la surproduction. Se pose donc la question du contrôle de l'offre et de la reconversion d'une partie de l'appareil productif. Comme nous l'avons vu,

cette reconversion n'est pas envisageable pour les producteurs, au niveau actuel des prix. Les tentatives de diversification ont d'ailleurs échoué dans la plupart des pays, sauf dans le cas brésilien où les programmes de reconversion ont pu mobiliser des fonds considérables.

L'émergence de nouveaux acteurs dans le secteur d'exportation peut témoigner aussi d'un mouvement de restructuration de la branche. De nouveaux entrepreneurs combinent, en effet, grande production intensive et exportation. Signe de leur dynamisme, ils ont aussi pris pied sur le marché d'exportation de café industrialisé (torréfié, soluble ou décaféiné). On peut poser la question d'une éventuelle diffusion de ce modèle technique par des acteurs dominants. Cependant, l'histoire nous a montré que des acteurs dominants dans le négoce, comme le groupe de Xalapa, n'ont pas joué ce rôle modernisateur de la caféiculture.

Enfin, la libéralisation du secteur réclamée par tous les acteurs et appuyée en partie par l'Etat s'appuie sur un mouvement national mais aussi international. Comme au Mexique en effet, divers gouvernements des pays producteurs se sont engagés dans la voie d'un démantèlement de certains organismes publics notamment dans le secteur du café. Ces orientations de politique économique accompagnent dans le cas du Mexique, un affaiblissement de la capacité d'intervention de l'INME-CAFE. Pourtant, conclure à une libéralisation inévitable du secteur serait faire bon marché des relations structurelles que l'appareil d'Etat mexicain entretient avec le secteur productif. La recherche menée sur longue période a montré les limites de l'autonomie du secteur privé. Ce secteur a fait preuve de sa capacité à tirer parti des avantages offerts par les structures étatiques voire même à les susciter.

## Bibliographie

- Lerin F., Tubiana L., 1980. Intentions et contraintes de la politique agricole mexicaine 1976-1980 – *Problèmes d'Amérique Latine, la Documentation Française*, n° 57, pp. 58-73.
- Egg J., Lerin F., Tubiana L., 1982. Choc pétrolier et crise agricole : les cas du Mexique et du Nigeria, *Problèmes Economiques*, 18 pp. 27-37.

- Lerin F., Tubiana L., 1983. Intentions et contraintes de la politique agricole mexicaine (1980-1983). *Problèmes d'Amérique Latine, La Documentation Française*, n° 70.
- Lerin F., Tubiana L., 1984. Pourquoi le SAM n'a pas réussi : contraintes internationales et financières, *Amérique Latine*, n° 19, 8 p.
- Egg J., Lerin F., Tubiana L., 1985. Rente pétrolière et crise agricole, *Etudes Rurales*, n° 99-100; pp. 231-264.
- Daviron B., Lerin F., 1985. L'accord pour tous et chacun pour soi, *Intertropiques*, n° 14.
- Daviron B., Lerin F., 1986. Le marché du café : quel calme après la tempête, *Intertropiques Agriculture*, n° 16, 38 p.
- Beaumont A., Daviron B., Lerin F., 1986. Dossier sur « Le marché mondial du café », *Le Monde Diplomatique*, juin 1986.
- Beaumont A. (1987). Histoire d'un groupe dominant au Mexique, 1880-1985 : problématique et méthodologie. Communication au séminaire MESRU-CIRAD, septembre 1987. Montpellier : GEI-INRA, 50 p.
- Beaumont A., Daviron B., Lerin F., Tubiana L., Garcia Velasquez A., 1987. Rapport final du programme macro et méso-économique du programme LIDER. « Crise et instabilité économiques, politique agricole et évolution régionale dans l'état de Veracruz ». Montpellier, GEI-INRA-IAMM.
- Beaumont A. Histoire d'un groupe dominant au Mexique, 1880-1985 : le groupe de Xalapa, la région centrale de l'état de Veracruz et la caféiculture nationale. *Thèse de III<sup>e</sup> cycle*. Montpellier : INRA-ENSAM, 350 p.